

**Informations envoyées à Covalence / Information sent to Covalence
04.06.2007**

Correspondent :

Jean Marie Bolika Lokumbo
Coordinateur National (ILDI-ONGD) INITIATIVE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRE)
www.societecivile.cd/ong

jeanmariebolika@yahoo.fr, ildiongd@yahoo.fr

siège : Djolu/ Province de l'Equateur / RDCongo

Bureau: 13, Ruakadingi C/Barumbu Kinshasa-RDCongo C/o SOTF2000 Multiservices

Tél : 00243 (0) 816867321

B.P:98.17Kinshasa I

Coordonnateur Régional Afrique des Grands Lacs du projet Reseau Sida Afrique

www.reseausida.org, reseausida@yahoo.fr

Mines et contrats léonins au Katanga : des maffieux gagnent des millions d'euros

Les nouveaux investisseurs miniers empochent des millions d'euros au Congo... sans avoir produit un seul gramme de cuivre ou de cobalt ! Ou se préparent à être repris par un des grands groupes miniers qui s'affrontent à couteaux tirés. Le Katanga est-il révélateur des enjeux miniers portés par la hausse des matières premières ? Assistons-nous à une version plus raffinée du pillage des richesses naturelles au Congo ? la présente enquête indépendante sur le scandale minier au Katanga est révélatrice.

Le prix du cuivre a quadruplé depuis l'an 2000. Quant au cobalt, même si son cours est retombé, il reste supérieur à celui affiché au tournant du siècle passé. Mais ce sont surtout les métaux rares comme le bismuth, l'iridium, le ruthénium, le rhodium, le molybdenum, le rhénium, le germanium et d'autres minéraux spéciaux — sur lesquels les acteurs miniers au Congo se font très discrets —, qui grimpent en flèche sur les marchés mondiaux. C'est que les fibres acryliques ne seraient rien sans le germanium, par exemple. Et nous avons besoin du rhénium comme catalyseur pour obtenir une essence sans plomb. Bref, l'industrie de pointe, de l'aérospatiale à la médecine, ne peut se passer de ces matières premières. Dans les années 1980 et 1990, le secteur minier ne présentait aucun attrait pour les investisseurs. Aucun ne semblait réaliser que cette activité de «la vieille économie par excellence» alimentait pourtant le boom des dotcom. Le vent a tourné. Et les grands groupes miniers se repositionnent par fusions et rachats. L'action de l'australien Rio Tinto, troisième groupe minier au monde, a été bousculée ces dernières semaines suite à des rumeurs sur une éventuelle reprise par son rival BHP Billiton, le géant austro-britannique du secteur minier. Des mouvements similaires de rachat et de reprises se manifestent dans la province cuprifère du Katanga au Congo. Une province révélatrice des enjeux portés par la hausse des matières premières. Voici un an, le canadien First Quantum Minerals avait lancé et réussi une OPA sur Adastra Minerals, qui avait obtenu en 1997 un site de rejets miniers exploitables pendant 40 ans à Kolwezi...

Si au début des années 1990, les grands groupes miniers (Anglo American, Phelps Dodge, BHP, Rio Tinto, Billiton) affectaient à l'Afrique moins de 5 % de leurs moyens pour l'exploration minière, moins de dix ans plus tard, le pourcentage passait à 17 % du total mondial. En cause : la flambée des prix des matières premières. A l'époque, la préférence des majors s'était toutefois d'abord portée sur l'exploitation en Amérique du Nord et du Sud, dans le Sud-est asiatique et en Australie. Car malgré un intérêt pour les trésors du sous-sol congolais, les géants miniers cotés ne pouvaient — résultats trimestriels obligent — se permettre des aventures dans l'environnement chaotique et corrompu du Congo (une situation qui posait manifestement moins de problèmes aux Chinois et aux Indiens). Dans l'attente de jours meilleurs, les géants ont donc laissé à de nouveaux venus dans l'exploitation minière le soin de garder les mines katangaises «au chaud». Mais depuis les dernières élections congolaises, certains espèrent que ces jours meilleurs sont enfin arrivés et manifestent leur intérêt : BHP Billiton, Anglo American et Rio Tinto viennent d'ouvrir un bureau au Congo.

ENCAISSER SANS CREUSER ?

Dernièrement Bloomberg annonçait de l'appétit en Bourse de Londres pour l'action Nikanor, une jeune société créée par deux diamantaires israéliens ayant mis la main sur KOV, la mine à ciel ouvert de Kolwezi. Le jeune Dan Gerlter, la trentaine à peine, avait en effet obtenu la mine de KOV fin 2005 contre une promesse d'un prêt de 24 millions d'euros à la société minière d'Etat Gecamines. Si aujourd'hui Gertler et son partenaire Benny Steinmetz parviennent à revendre KOV — la rumeur court que Rio Tinto souhaiterait se porter acquéreur de Nikanor —, ils empocheraient chacun, selon Globes Online Israel 's Busi-ness Arena, 350 millions d'euros. Et ce, sans avoir produit un seul gramme de cuivre ! L'opération Nikanor a tout d'une bulle boursière. En 18 mois, cette société est passée de rien à une capitalisation de 1,3 milliard d'euros — 635 millions souscrits par Gertler plus 350 millions récoltés en juillet 2006 à la Bourse AIM de Londres et 310 millions promis par des partenaires chinois (qui se seraient désistés). Tout cela uniquement sur base du potentiel de KOV, réputée l'«une des mines cuprifères les plus rentables au monde». Une mine inondée depuis des années, où aucun coup de pioche n'a été donné et qui n'a plus bénéficié du moindre investissement. Mais selon Nikanor, la production devrait démarrer fin 2009 et atteindre deux ans plus tard une production annuelle de 275.000 tonnes de cuivre. Ce qui représenterait, au prix actuel du cuivre, un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'euros.

Dans le même temps, Katanga Mining Limited (KML), dont le belge George Forrest est actionnaire à 24,4 %, serait sous les feux de Camec (Central Africa Mining and Exploration Company Pic), également présente au Katanga, poussée par des hedge funds à Londres et New York. Camec, cotée à Londres, appartient essentiellement au joueur anglais de cricquet Phil Edmonds et ne possède pratiquement aucune expertise minière, à l'exception de celle du Zimbabwe en blanc Billy Rautenbach, son directeur Afrique. Tout en n'étant pas un vrai professionnel minier, ce fonceur vient de réussir un exploit : il est aujourd'hui le seul opérateur minier au Katanga à produire du cuivre métal à 99,8 % (comme au début des années 1990, avant la descente aux enfers de la Gecamines). En six mois, il a construit sur 50.000 mètres carrés de savane primaire la première nouvelle usine de raffinage au Congo depuis les années 1960. Introduisant la technologie d'électroraffinage de la nouvelle génération SX-EW. Seul hic : Billy Rautenbach vient d'être déclaré persona non grata au Congo, suite à des accusations par les autorités sud-africaines de «crimes économiques» remontant à plus de six ans. Une affaire qui n'avait pas empêché les présidents Kabila père et fils, de faire des affaires avec lui et de le protéger. Ce qui n'exclurait pas un «arrangement» à l'avenir...

VENDRA, VENDRA PAS?

A ce jour, les dirigeants de Katanga Mining Limited réfutent une éventuelle OPA. Reste que le président, Arthur Ditto, déclarait il y a peu à Money Web que «Si Camec en a les moyens, elle n'a qu'à proposer un prix équitable pour tous les actionnaires de Katanga Mining.»

Ces dernières années, KML a su recruter d'anciens techniciens et ingénieurs miniers de la Gecamines, qui connaissent la mine souterraine de Kamoto, un outil vétusté mais opérationnel. Celle-ci s'était effondrée en 1990, suite à une exploitation sauvage et imprudente. Coût total de la remise en état de la mine souterraine selon KML : 314 millions d'euros. Cent dix millions d'euros ont déjà été levés à la Bourse de Toronto, spécialisée dans la cotation des entreprises minières. Et Fortis Banque est garante, avec Investec et Standard Chartered, d'un prêt de 110 millions d'euros. En mars, Katanga Mining annonçait qu'elle entamerait la production en septembre. Son objectif : atteindre, après six ans d'exploitation, un rythme annuel de 150.000 tonnes de cuivre et 5.000 tonnes de cobalt. «Lorsque KML démarrera son activité en septembre, ce ne sera pas avec des minerais frais mais avec des restes sortis du pipeline», souligne un ingénieur congolais en visant le tuyautage qui relie les installations de la mine de Kamoto à l'usine d'électroraffinage de Luilu. Pendant près de 40 ans, Luilu a produit du métal de cuivre et de cobalt à 99,8 %. On estime à 200.000 tonnes les concentrés qui, durant ces décennies, se sont déversés le long du pipeline par des fuites. Il suffirait de les ramasser pour les traiter à la raffinerie de Luilu que KML vient de retaper.

KML prévoit un cash-flow positif dans cinq ans. «Ils l'atteindront beaucoup plus tôt, estiment des connaisseurs de Kamoto, parce que ce projet peut redémarrer dans des installations existantes avec des anciens employés de la Gecamines.» Ceux-ci ont les compétences nécessaires pour maîtriser des problèmes connus qui peuvent se présenter. Mais que se passera-t-il ensuite, lorsqu'on aura dépassé le stade de la routine et que de vrais soucis surgiront? S'il faut développer davantage la mine, KML aura-t-elle l'expertise nécessaire? Ou vendra-t-elle le site à une major, tout comme Nikanor semble prête à le faire avec la mine de KOV ? Ou à Camec ?

Covalence SA 1, avenue Industrielle, CH-1227 Carouge GENEVA

Tel: +41 (0)22 800 08 55 ; Fax: +41 (0)22 800 08 56

US Representative Office, 143 Dudley Street, Cambridge MA, 02140, USA, tel +(1) 617 429 4758

<http://www.covalence.ch>

UN INVESTISSEMENT MODELE ?

Une autre major, l'américaine Phelps Dodge, récemment absorbée par Free-port McMoRan, se profile comme la référence pour une exploitation minière durable au Katanga. Sur le site minier de Tenke-Fungurume, à mi-chemin entre Likasi et Kolwezi, des équipes d'inspection américaines vérifient si les ouvriers portent des gants, des lunettes de protection et des chaussures adéquates. Les salaires y sont les plus élevés du Congo (184 euros par mois), des restaurants pour le personnel sont en construction et un avion Beachcraft flambant neuf est prêt pour le transport d'éventuels ouvriers blessés vers l'Afrique du Sud. Phelps Dodge s'investit aussi dans les villages environnants : des puits sont creusés, des écoles restaurées et un plan de gestion de la malaria développé.

Le projet Tenke Fungurume Mining (TFM) a été précédé d'une histoire longue et compliquée. Le contrat avait été conclu en 1996, sous Mobutu. Le financier Suédois Adolf Lundin avait fait miroiter la perspective d'un paiement immédiat de 250 millions de dollars de pas de porte pour acquérir ce dernier fleuron de réserves minières de la Gécamines dans le cadre d'un partenariat — TFM — de 55 % pour Lundin Holdings et 45 % pour la Gécamines. Objectif : réunir 350 millions de dollars pour produire 100.000 tonnes de cuivre et 8.000 tonnes de cobalt à partir de l'an 2000. Mais le riche spéculateur n'a versé que 50 millions de dollars et n'avait ni les moyens financiers ni les moyens techniques pour développer Tenke-Fungurume. En 1999, la force majeure fut invoquée pour justifier le fait que rien ne se passait sur le terrain.

En 2002, Phelps Dodge devient majoritaire dans TFM, coté à la Bourse de Toronto. Mais il faut attendre octobre 2005 avant que Phelps Dodge lève son option sur la part de Lundin Holdings. Fait étonnant : dans cet échange d'actions, la major américaine et Lundin Holdings sortent de l'opération boursière avec une participation de 82,5 % dans TFM. La participation de la Gécamines, qui était de 45 % en 1996, tombe elle à 17,5 % seulement. Car Adolf Lundin a réussi à s'emparer de 27,5 % des actions de la Gécamines sous la forme de Tenke Mining de sorte que Phelps Dodge possède de fait 57,75 % dans TFM, Tenke Mining, 24,75 % et la Gécamines, 17,5 %. La Gécamines voit donc sa part sérieusement réduite, alors que la valeur du sous-sol de Tenke-Fungurume a monté en flèche avec la hausse des prix des matières premières.

De plus, Tenke-Fungurume représente le gisement de cobalt et de cuivre vierge le plus riche du monde. Pas étonnant que lorsque Freeport McMoRan achète fin 2006 Phelps Dodge pour devenir la plus grande entreprise de cuivre cotée du monde, les actions de Phelps Dodge sont vendues avec une plus-value de 30 %. Sur évocation de la richesse de Tenke-Fungurume. Les actions de TFM à Toronto et de Freeport à New York (NYSE) se portent très bien.

Après la création de valeur purement spéculative pour les actionnaires, il faut encore entreprendre le véritable travail.

Sous la pression de l'opinion publique, TFM promet d'investir 480 millions d'euros pour produire annuellement 100.000 tonnes de cuivre et 8.000 tonnes de cobalt à partir de la fin de 2008. Beaucoup d'observateurs ont qualifié de «mine jacking» toutes ces opérations avec des contrats miniers qui ont dépecé la Gécamines. Y compris les trois grands contrats attribués sans aucune adjudication publique : TFM, Nikanor et KML.

Ce qui caractérise la plupart de ces nouveaux acquéreurs de mines ou partenaires de Gécamines est leur ancrage dans des paradis fiscaux, de l'île de Man aux Bermudes en passant par les îles Vierges. Et des constructions juridiques dans lesquelles des filiales congolaises de ces sociétés offshore sous-traitent des biens et des services à des firmes associées dans des paradis fiscaux avec possibilité d'augmenter les charges et de minimaliser leurs bénéfices. Les Congolais espèrent eux que l'ère du «Far West» et de scandales en cascade est enfin révolue. A voir.

ERIK BRUYLAND A LUBUMBASHI
Tenke-Fungurume (Congo, Katanga)

Kinshasa, 4/06/2007 (Le Potentiel, via mediacongo.net)